

DANS NOS CLASSES

Les TICES, l'argent et nous

Par Loïc Terrier

Le présent article se propose de faire le point sur la situation actuelle, sans prétendre être ni exhaustif ni totalement impartial. Il reflète mon point de vue personnel et vos réactions seront les bienvenues !

Au départ, il y a plusieurs interrogations :

- sommes-nous victimes du « monde marchand » qui vend calculatrices, ordinateurs, logiciels ?
- quel cap voudrions-nous donner à l'usage des TICES ? Leur usage actuel est-il pertinent ?
- pourquoi les moyens et les pratiques sont-ils si différents d'un établissement à l'autre, d'une académie à l'autre ?

Lors du séminaire de rentrée, nous avons débattu et cherché à comprendre le pourquoi et le comment de la situation actuelle. Nos échanges m'ont permis d'y voir un peu plus clair, même si le débat est loin d'être clos et qu'aucune solution miracle n'a été trouvée.

Lorsque la calculatrice apparaît, ce n'est rien de plus qu'une « mini caisse enregistreuse » et pour les entreprises qui les fabriquent, l'éducation nationale est un marché prometteur. La question qui se pose à eux est : comment s'y implanter ? En quoi l'usage de la calculatrice présente-t-il un intérêt ? D'un point de vue pratique, il est évident qu'on gagne du temps dans les calculs, mais est-ce suffisant ? Quid de la pédagogie ? Une réponse vient des filières professionnelles : des professeurs, faisant partie de groupes de réflexion, testent des élèves avec ou sans calculatrices. Ils s'aperçoivent alors que certains élèves font, lorsqu'ils n'ont pas la machine, des erreurs de *raisonnement* qu'ils ne font pas s'ils l'ont. Intrigués, les professeurs cherchent à comprendre : un élève explique simplement la chose : « Je ne sais pas faire de division. Si je crois qu'il faut en faire une, je sais que je vais me tromper alors j'essaie une autre opération ». Logique, non ? Surtout si ses professeurs de l'époque ne notent que le résultat et pas la méthode ! (cette pratique ancestrale a bien sûr aujourd'hui totalement disparu).

Bref, les avancées pédagogiques semblent bien là et les calculatrices font bientôt leur entrée officielle dans les programmes. Depuis, elles se sont perfectionnées et font partie intégrante de notre enseignement. Leur utilité au lycée est indéniable :

outre le calcul, il y a les graphiques, la simulation de l'aléatoire... et aussi des choses plus discutables, comme la fonction d' « aide-mémoire » chère à nos élèves.

On peut regretter plusieurs choses en ce qui concerne les calculatrices aujourd'hui :

- elles sont de plus en plus perfectionnées, on se satisferait de moins de fonctionnalités et d'un prix plus modique !
- leur intérêt au collège reste (pour moi) largement discutable
- leur évolution inquiète : à quoi cela sert-il par exemple d'avoir des calculatrices qui communiquent entre elles ? (à part pour tricher aux devoirs, s'entend)

A quand une calculatrice graphique à petit prix dans laquelle on pourrait soi-même installer les fonctionnalités utiles ? (des programmes libres ou propriétaires, au choix...)

La situation n'est pas vraiment plus simple en ce qui concerne les ordinateurs ; là c'est le nombre d'acteurs qui complique la situation : les communes équiper les écoles primaires, les départements les collèges et les lycées sont dotés par les régions. Chacun des acteurs ayant bien sûr sa propre vision, ses propres idées... et ses propres moyens. Un point pourtant me semble important à noter : on dépense actuellement beaucoup d'argent dans l'achat de logiciels, alors que la plupart du temps il existe un équivalent libre.

Le logiciel libre présente de nombreux avantages et bien peu d'inconvénients : il est gratuit et le restera (c'est une différence entre « libre » et juste « gratuit »), il est en évolution constante et a vocation à la pérennité : les différentes versions restent compatibles, ce qui n'est que rarement le cas des logiciels propriétaires (c'est contraire aux intérêts de ceux qui les commercialisent). Les élèves peuvent les télécharger et les utiliser chez eux en toute légalité. Un inconvénient : certains font remarquer, par exemple en BTS, qu'ils forment les élèves pour travailler en entreprise, et que ces entreprises utilisent des logiciels propriétaires. N'est-ce pas plutôt notre rôle de former nos élèves sur les outils les plus performants, apportant ainsi leurs connaissances aux entreprises ?

Un dernier problème nuit à l'usage qu'on peut faire en classe des ordinateurs : ceux-ci nécessitent un entretien qui n'est que très rarement prévu au budget : chacun s'en sort comme il peut, quelques heures de décharge par-ci par-là, quand on ne compte pas simplement sur la bonne volonté des enseignants... parfois complètement dépassés. Il *faut* créer des postes, mais là encore le nombre d'acteurs crée la confusion, et chacun se rejette la responsabilité.

Pour conclure, on peut dire que si l'apport des TICES est indéniable, leur mise en place est un joli casse-tête dont on ne sortira pas sans une volonté politique forte à un niveau national.